

La POLITIQUE SOCIALE

Revue de Solidarité Prolétarienne

ORGANE DU COMITÉ CENTRAL INTERNATIONAL DU S. O. I.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :
114, Boulevard de la Villette, 114, PARIS 19^e

Le Numéro : 1 Franc

ABONNEMENTS { 6 numéros..... 5 francs
12 numéros..... 10 francs

Chèque Postal : 825-55 Paris

N° 9

SOMMAIRE

Avril 1930.

<i>LE SCANDALE DES INONDATIONS DU SUD-OUEST</i>	{	E. DELORME.
	{	RENAUD JEAN.
	{	M. ONOF.
	{	L. DIEULLE.
<i>LA PRÉPARATION DU 1^{er} MAI</i>	.....	M. DELOBELLE.
<i>LA MISÈRE DU PROLÉTARIAT ALLEMAND</i>	.....	KURT SAUERLAND.
<i>LA MARCHÉ VICTORIEUSE DU SOCIALISME</i>	....	J. ZBARSKI.
<i>L'ÉCOLE UNIQUE (Suite)</i>	.....	M. HUSSON.
<i>ON ASSASSINE EN MASSE EN INDO-CHINE</i>	....	X. X. X.

QUELQUES FAITS :

*To come back. — Le plan Young. — Vers le désarmement ? — J'te
crois mon vieux ! — Les crimes impunis. — Et voici l'une des causes. —
Vive l'Amérique ! — Et vive la France !*

LA VIE DU S. O. I.

4° P. 9441

ENTRE NOUS

La « Politique Sociale » n'a pas paru le mois dernier, chacun en soupçonne les raisons.

Le numéro 9 paraît aujourd'hui grâce à des efforts et à des sacrifices que nous ne pourrions renouveler.

L'existence de notre revue est compromise. Nous ne pouvons ni ne devons le cacher.

Notre effort n'a pas totalement abouti. Les concours que nous avons sollicités ne sont pas venus assez nombreux. Nos appels sont restés sans écho ou presque.

Pour vivre normalement, notre petite revue de politique sociale avait besoin de deux milliers d'abonnés. C'était demander peu.

Ce peu n'a même pu être atteint puisque nous n'avons pas aujourd'hui, au neuvième mois de notre existence, réuni un millier d'abonnés.

Qu'est-ce à dire ?

N'avons-nous pas su intéresser nos lecteurs ?

La matière que nous traitons : la souffrance, la misère, l'injuste sociale, le vide, l'hypocrisie et le mensonge de la philanthropie privée et religieuse, les dangers et les crimes de la politique sociale de la bourgeoisie de droite et de gauche, cette matière est-elle sans importance et sans intérêt ?

Dénoncer à la classe ouvrière tout ce qui se trame contre elle, comment, pourquoi et par quels moyens trompeurs et subtiles on rive, un peu plus chaque jour, sa chaîne d'esclavage. L'amener à la conscience, à la vie saine et forte par la révolte consciente et collective, seule voie de salut : tel était et tel reste notre but.

Les circonstances nous obligent à modifier notre allure, nous ne nous découragerons pas pour cela. Nous ne sommes pas de ceux qu'un échec ou une défaite peut décourager. Nous avons les yeux grands ouverts vers l'avenir. Et nous savons que l'avenir est au prolétariat, à ceux qui souffrent, à ceux qui luttent aujourd'hui, mais dont la victoire est certaine, mathématique.

Nous n'abandonnerons pas le combat. Nous modifierons seulement notre effort selon les nécessités du moment.

Au lieu donc de paraître régulièrement chaque mois, comme nous l'avions voulu, nous opérerons un recul stratégique et nous paraîtrons dorénavant périodiquement, c'est-à-dire chaque fois que nous aurons réuni suffisamment de force pour faire paraître un numéro, et nous nous efforcerons à ce que ce soit le plus souvent possible.

Nous nous excusons auprès de nos lecteurs fidèles qui n'ont pas manqué de nous encourager.

Nous leur demandons de nous conserver leur confiance.

Nous leur demandons même de redoubler leurs efforts, de nous faire de nouveaux amis, de nouveaux lecteurs.

Et nous attirons surtout l'attention des organisations ouvrières : syndicats, coopératives, locataires et particulièrement aux sections du S. O. I. qui ont failli dans leurs responsabilités de propagande, car la « Politique Sociale » est plus particulièrement « leur » revue, puisque la « Politique Sociale » soutient très fortement l'une des bases de l'activité du S. O. I. : la politique du pauvre, du faible, de l'enfant, de la mère, du vieillard, en un mot de tous ceux qui souffrent et qui ont besoin du concours de la collectivité.

Donc, que chacun comprenne la situation et le danger où se trouve notre revue : que chacun fasse son « mea culpa » et répare ses fautes ou ses inconséquences, et la « Politique Sociale » vivra, vaincra. Nous devons vaincre.

LA REDACTION.

LA CATASTROPHE DU SUD-OUEST

Alors que les coupables et les complices se sont misérablement tus, parlons-en encore.

Il n'y a qu'un peu plus d'un mois que se produisit la terrible catastrophe du Sud-Ouest causant de profonds ravages dans douze départements de la chère France, coûtant la vie (la vie bon marché comme en temps de guerre : la paix capitaliste, n'est-ce pas toujours la guerre) à plus de 400 personnes, plongeant dans le plus complet dénuement des dizaines et des dizaines de milliers d'habitants, ouvriers et paysans.

Alors qu'une formidable explosion de colère aurait dû éclater contre les imprévisions, l'incurie et les négligences criminelles des « Pouvoirs publics » qui étaient avertis par les catastrophes précédentes se répétant chaque année avec plus de violence, qui n'avaient pris aucune précaution, qui savaient l'abondance exceptionnelle des pluies et des neiges qui ne pouvait manquer de produire le désastre, qui auraient dû prévenir et paralyser le malheur dont la cause revient moins à la nature qu'à la stupide organisation sociale capitaliste, nous avons assisté à la plus écoeurante, à la plus hypocrite démagogie, à la plus honteuse des campagnes de presse qui pleurnicha et fit pleurnicher sentimentalement toute la France aveugle sur le désastre et le sort horrible des sinistrés.

Le Président de la République est allé promener son air idiot sur les lieux du sinistre accompagné de son misérable président du Conseil. Là, ils ont promis aux populations dévastées tous les secours, toutes les réparations, toutes les garanties. Au fur et à mesure qu'ils passaient, comme une nuée de corbeaux, d'un village à un autre leurs promesses allaient crescendo : secours immédiats, 400.000 francs, 2 millions, 30 millions, 50 millions, 500 millions, la souscription nationale (gros sous volés aux ouvriers et aux élèves dans les classes) et enfin 1 milliard.

Un milliard qui sera réparti, comme l'indique un peu plus loin notre ami Renaud Jean.

Aujourd'hui, à un peu plus d'un mois de la catastrophe, où en sommes-nous ?

Toutes les voix extraordinaires qui s'étaient élevées, soi-disant en faveur des sinistrés, se sont soudain tues, et depuis des semaines déjà le silence et l'oubli méprisants pour le désastre et les sinistrés.

La « presse » et les lecteurs de cette presse ignoble sont passés à d'autres émotions.

Les capitalistes qui se sont enrichis dans le déboisement supputent les bénéfices des répartitions.

Le gouvernement après avoir endormi les malheureux sinistrés, prend des dispositions pour la répression au réveil et déjà ses gendarmes, ses gardes mobiles et ses « en bourgeois » envahissent la région.

Et les sinistrés?

Les sinistrés sont là! Ils sont là, plantés dans leurs ruines comme au lendemain de la grande colère des eaux! Ils sont là attendant les secours suffisants, recevant les miettes humiliantes distribuées de la façon la plus fantaisiste par l'Armée du Salut ou ces dames de la Croix-Rouge! Ils sont là, attendant des outils et du travail! Ils attendent, ils espèrent! Dans le lointain ils revoient la grimace souriante de Doumergue et ils commencent à s'apercevoir qu'il s'est « f... d'eux ».

Léon Blum, le bon Léon Blum, qui a renouvelé, à cette occasion, l'union sacrée avec la bourgeoisie, les a comparés aux sinistrés de la guerre.

Comme c'est vrai!

Mais le sinistré-héros pourrait répondre ce qu'a répondu un jour un grand blessé que Poincaré voulait décorer en exaltant son héroïsme : « Oui, héros aujourd'hui, mais malheureux toute la vie ».

Sinistrés! formez vos Comités de luttes; exigez ce qui vous a été promis et des réparations intégrales. Ne tendez pas des mains mendiantes vers vos ennemis de classe. Exigez vos droits, tous vos droits. La classe ouvrière organisée est avec vous. Le S. O. I. fraternellement a déjà répondu à votre appel. Votre lutte n'est pas terminée, elle commence.

E. DELORME.

Pour les Travailleurs Sinistrés

Je n'ai pu, jusqu'à ce jour, visiter les régions ravagées par les récentes inondations. Ce n'est donc pas un témoignage personnel que j'apporterai aux lecteurs de la *Politique Sociale*.

Mais, jusqu'à 1914, j'ai vécu à quelques kilomètres de la zone sinistrée, sur les premiers coteaux qui bordent la rive sud de la Garonne. Depuis, bien que la guerre et ses conséquences m'aient conduit à abandonner la charrue, je n'ai oublié ni la fertilité des alluvions de la vallée, ni la désolation périodique que les colères du fleuve apportent parmi « les riverains ». Je garde le souvenir très net des « aygats », contemplés à plusieurs reprises, au cours de ma jeunesse, du haut des premières ondulations qui limitent la plaine, de cette nappe d'eau large de quatre kilomètres, étalée entre la Garonne et son canal latéral, du singulier spectacle de ces lignes d'arbres, de ces fermes, de ces meules surgissant au-dessus de la plaine transformée en un lac roussâtre.

C'était d'ailleurs bien peu de chose par rapport au désastre présent.

En voulez-vous un aperçu?

Lisez la lettre qui suit, que la *Voix paysanne* a déjà publiée, mais qui vous donnera une idée juste des ravages que l'inondation a exercés parmi les paysans.

Et notez qu'il ne s'agit pas de la région la plus atteinte! Saint-Laurent, comme la plupart des communes sinistrées du département de Lot-et-Garonne, n'a eu que des dégâts matériels...

« Il n'y a pas eu, fort heureusement, dans notre commune et dans les communes environnantes, de mort à déplorer. Mais quels ravages!... Pujade a, pour son compte, perdu une génisse, cinquante hectolitres de blé et sa basse-cour... sans parler des récoltes sur pied. A Montesquieu, au hameau de Restau, un propriétaire a perdu onze têtes de bétail, un cheval et un porc; à Béquin, le maire Darquant, quatre têtes. Les terres ont beaucoup souffert; par endroits et sur de grandes surfaces, la terre arable a été enlevée sur vingt ou trente centimètres de profondeur; ailleurs, il s'est accumulé vingt centimètres de sable ou de gravier. Les vignes dont les rangs se présentaient en travers sont ou déchaussées jusqu'aux racines ou arrachées, mais toujours couchées dans un enchevêtrement de fils de fer et d'épaves de toutes sortes. Les arbres fruitiers ont subi le même sort que la vigne et la vision du front n'était pas plus tragique que les traces laissées par le terrible élément. A part le château et le parc de la Carcine, où s'étaient réfugiés les voisins avec une centaine de têtes de bétail, il n'y a pas eu, dans Saint-Laurent, un pouce de terrain épargné, une seule maison qui n'ait été inondée. Sauvetages

et ravitaillement ont été effectués chez nous dans des conditions satisfaisantes. Dimanche, nous organisons une réunion publique au cours de laquelle sera constitué un comité de sinistrés. A Fourtic, Colayrac, Saint-Hilaire, Bruch, Thouars, Feugarolles, le désastre est aussi grand et la plaine de Port-Sainte-Marie, qui était protégée par des digues, a subi le même sort, ces digues s'étant rompues en sept endroits différents.

« Il est absolument impossible d'évaluer l'importance d'un pareil désastre, et les cent millions de l'Etat fussent-ils décuplés ne sauraient prétendre réparer ces dégâts. Pour le surplus, la plus grande partie des sinistrés n'ajoute aucune confiance à la façon dont seront réparties les sommes recueillies... »

Comme nos lecteurs le savent, les 100 millions dont parle notre camarade dans sa lettre ont bien été décuplés par le gouvernement. Le Parlement a voté un milliard.

Mais le texte ainsi adopté annonce que ce milliard « est destiné à l'attribution d'allocations gratuites et à des avances à long terme et à intérêts réduits ».

Et rien n'indique quelle sera la proportion des allocations gratuites et celle des prêts.

Or, le droit à réparation intégrale que les travailleurs sinistrés doivent exiger, avec l'aide de l'ensemble des ouvriers et des paysans de France, ne saurait s'accommoder de « prêts ».

Si le prêt est justifié pour les entreprises capitalistes qui servaient hier et qui serviront demain à l'exploitation des travailleurs, nous ne saurions accepter que les travailleurs soient contraints au versement d'intérêts — même faibles — et au remboursement de sommes accordées à l'ouvrier en chômage, au métayer ou au fermier pour ses récoltes et ses meubles perdus, au petit propriétaire pour son cheptel noyé, ses champs dévastés et sa maison démolie.

Pour les travailleurs il ne saurait être question que d'allocations gratuites.

Or il est certain que la fraction du « milliard des sinistrés » destinée à ces allocations sera largement inférieure aux besoins réels.

Ces besoins, la souscription du S. O. I. contribuera à les soulager.

Mais l'importance de cette souscription ne réside pas dans les quelques centaines de milliers de francs qu'elle permettra de grouper.

L'essentiel, c'est que cette souscription apporte aux travailleurs sinistrés, non seulement un témoignage de solidarité dans leurs souffrances, mais aussi, mais surtout, un témoignage de solidarité dans leur lutte.

Témoignage qui leur vient de l'ensemble des travailleurs de France.

Solidarité de classe.

Et solidarité qui leur est nécessaire.

Car à l'heure présente, pour les sinistrés, tout reste à faire.

Ils ont obtenu un déplacement ministériel et présidentiel, ils ont obtenu un vote du Parlement.

Mais aucun des problèmes fondamentaux n'est pour eux résolu. Leur droit à réparation intégrale n'a pas été reconnu.

Ils ne savent pas ce que les crédits votés, ou les sommes recueillies, représentent par rapport aux dommages.

Ils ne savent pas, dans ces crédits, quelle est la part qui leur sera « allouée gratuitement » et celle qui leur sera « prêtée ».

La composition des commissions chargées de répartir allocations et prêts, ne leur donne aucune garantie. Des fonctionnaires, et pas des petits!... Des commissions ainsi composées ne procéderont à une répartition équitable que dans la mesure où elles y seront contraintes.

Les coupables — l'Etat capitaliste et ceux dont il défend les privilèges — ne sont pas châtiés.

Le problème des inondations, loin d'être résolu, est à peine posé. Souscrire pour les inondés, répondre aux appels lancés par le S. O. I. ce n'est pas seulement donner quelques livres de pain. C'est, avant tout, dire aux ouvriers et aux paysans du Sud-Ouest : *Nous serons à vos côtés dans la lutte, jusqu'à ce que vous ayez obtenu la réparation intégrale.*

RENAUD JEAN.

APRÈS LES INONDATIONS DU MIDI

La Situation dans les Régions dévastées

Depuis un mois que les eaux se sont retirées, l'aspect actuel des régions inondées n'a, à peu de chose près, pas changé. Certes les routes sont déblayées pour livrer passage aux moyens de transports, les lignes téléphoniques sont rétablies provisoirement, l'électricité en partie rétablie, mais l'eau courante manque encore, et la question du logement pour les petits sinistrés n'a été résolue que par un entassement de plusieurs familles dans une même pièce. Mieux ou pire des sinistrés sont encore dans des maisons qui menacent de s'écrouler. Par exemple, à Villemare, nombre de vieilles maisons se soutiennent mutuellement par des bois calés entre les murs et sont toujours habitées. A Moissac également des dizaines de sinistrés logent dans les ruines. La carence criminelle des Pouvoirs publics s'étale partout. Les baraquements officiels sont toujours attendus, peu importe, il ne s'agit que des ouvriers paysans. Du train dont marche l'enlèvement des décombres il faudra plusieurs années.

Cette incurie s'accompagne d'ailleurs d'un véritable scandale. En effet, le déblaiement est à la charge des sinistrés. Ceux-ci doivent faire une demande aux autorités pour obtenir de la main-d'œuvre militaire, qu'ils payent 4 francs par jour ou qui sera retenu sur leur indemnisation.

L'évaluation des dommages donne lieu à de criantes injustices. C'est ainsi qu'aux environs de Montauban, la maison d'un petit paysan fut enregistrée à sa valeur d'il y a 35 ans. Ailleurs on se base sur la valeur déclarée à la police d'assurance, mais il est clair que 3 milliards ne suffiront pas à relever de ses ruines les régions inondées, alors que le gouvernement a fait voter un milliard qui, par tranches, sera prêté avec la priorité pour les industriels et gros propriétaires doit être considérée, non pas sous l'angle de la lutte contre le chômage, comme le font les réformistes, mais comme un *privilege de classe*.

Que l'usine marche d'abord, que les profits tombent dans les coffres-forts des capitalistes, la situation matérielle des travailleurs sinistrés passe après, s'il en reste.

Telle est la situation que chacun peut constater en parcourant les départements dévastés, mais dont ne souffle mot la presse bourgeoise, y compris le *Midi Socialiste*.

Les secours officiels

La distribution des secours officiels donnés par les mairies est loin de correspondre aux besoins des sinistrés. Des 38 millions de la souscription nationale, des milliers de petits sinistrés en attendent encore le premier sou, exemple Moissac dont les 5.000 sinistrés sur 7.000 habitants n'ont encore, au 35^e jour après la catastrophe, reçu aucun secours en argent.

Les secours en nature sont répartis avec une parcimonie inexplicable et une partialité scandaleuse. A Lamagistère (T.-et-G.) des vêtements étaient arrivés à la mairie depuis 15 jours quand la première répartition eut lieu. Les formalités sont interminables et l'attente durant des heures pour recevoir ces secours soulève parfois l'indignation des sinistrés.

Les passe-droits et faveurs aux amis ou électeurs du maire et conseillers sont courants.

Des lits en fer sont parvenus à Moissac et sont remis aux sinistrés qui en font la demande, mais *remboursables à 300 francs* sur leur indemnisation à venir. C'est-à-dire qu'après avoir *tout perdu* et avant que soit fixée la problématique indemnité qui leur sera accordée, les travailleurs et paysans sinistrés savent déjà ce qui leur sera retenu sur le lit. Sur les formes de secours attribués, il n'y a évidemment aucun contrôle de la part des sinistrés.

A Montauban, en trois semaines, les sinistrés ont touché deux fois 20 francs, et la bourgeoisie, par des dons en nature remis au clergé et toutes institutions « charitables », Armée du Salut et Croix-Rouge, a fait à certains endroits des efforts pour donner l'impression qu'elle manifestait une solidarité réelle envers les petits sinistrés.

Particulièrement dans les centres ou localités importantes, ils sont apparus avec toute leur hypocrisie, et dans le but de calmer le mécontentement des victimes des conséquences de la politique criminelle du capitalisme au pouvoir. Par contre, les hameaux, les habitants éloignés des centres ont dû se contenter d'un maigre repas par jour servi par la Croix-Rouge. Celle-ci d'ailleurs a jugé sa mission terminée, vu que les sinistrés « n'avaient plus besoin de secours urgents ». Tels furent les termes insérés dans toute la presse à l'actif du Comité National, dans sa réunion du 25 mars à la Banque de France.

Les nombreux millions non utilisés provenant des gros sous des travailleurs « tapés » dans les usines ou dans la rue, iront paraît-il aux besoins d'hygiène et de préservation sociales. Les ouvriers et prolétaires de partout ayant versé à la souscription nationale sont maintenant fixés sur le rôle de dupes qu'ils ont joué une fois de plus.

Solidarité publicitaire

Comme toujours en toutes circonstances semblables, les mercantis du commerce et de l'industrie ont profité de la situation pour élargir leur publicité. Sous le couvert de la philanthropie, d'un geste « généreux », Ford a « donné » aux sinistrés 5 camionnettes. On ne saura probablement jamais quels seront les bénéficiaires, pas un travailleur pour sûr, mais en attendant elles sont exposées tour à tour devant les agences Ford qui existent dans tous les départements. Le bouillon Kub promène ses voitures à grand renfort de réclame dans toutes les localités éprouvées. Les magasins du Louvre et d'autres grands magasins ont saisi la balle au bond et envoient leurs articles en « Solde ».

L'exploitation hypocrite de la sentimentalité des masses est sans

limite et s'étale avec sadisme sur le lamentable spectacle des ruines et misères accumulées.

Beautés du régime capitaliste.

Ces quelques faits suffisent pour souligner aux yeux des prolétaires que la solidarité beourgeoise est toujours mensongère.

L'action de solidarité de classe du S. O. I.

La souscription nationale du Secours Ouvrier lancée par le journal *L'Humanité* dès le 8 mars et soutenue par toute la presse ouvrière, a été largement entendue par les travailleurs manuels et intellectuels des deux sexes et les organisations prolétarienne révolutionnaires. L'élan de solidarité de classe fut admirable. La confiance au S. O. I. pour des secours de classe directement répartis aux travailleurs sinistrés en liaison avec les comités de lutte constitués sous l'égide du Parti communiste et de la C. G. T. U. s'est manifestée de toutes parts.

Pour la première fois en France, le S. O. I. apparaissait dans une action de secours, d'aide morale et matérielle à l'occasion d'un cataclysme naturel. La raison d'être et sa justification éclataient aux yeux de tous les salariés dont la solidarité saine voulait s'exprimer, et qui se refusaient à suivre la campagne de bluff de la bourgeoisie avec toute sa mise en scène en vue de drainer l'argent des populations laborieuses. Pour masquer ses responsabilités dans le désastre, le capitalisme au pouvoir réalisa une fois encore l'Union sacrée de tous les partis, y compris les socialistes, dans ses comités officiels.

Voyage présidentiel, journée de deuil national, presse, T. S. F., tribune parlementaire, chaire d'église, rien n'a manqué pour exploiter à fond les sentiments humains, en même temps que des mesures arbitraires frappaient le S. O. I. dans son action de secours.

Les fonds votés par les municipalités communistes pour venir en aide aux petits sinistrés étaient refusés par les préfets. Des collecteurs du S. O. I. furent arrêtés alors qu'ils qu'étaient avec l'autorisation du maire de la localité. Les compagnies de Chemins de fer refusaient au S. O. I. l'avantage des envois gratuits de colis à l'adresse des sinistrés. Les industriels et entreprises capitalistes mettaient dans l'obligation leur personnel ouvrier et employé à verser à la souscription nationale officielle.

Le gouvernement et la bourgeoisie espéraient ainsi empêcher toute action efficace du S. O. I. près des petits sinistrés. Ce fut en vain et la campagne du S. O. I., alimentée par des milliers d'affiches pour la formation de Comités de secours prolétariens, devait donner les résultats escomptés.

12.000 listes de souscriptions sont en circulation, toutes les organisations du prolétariat, les syndicats unitaires, les municipalités communistes ont été touchées par le S. O. I. Les fédérations et sections du S. O. I. furent alertées et ont rivalisé d'exemples dans l'action.

Des collectes permanentes et fêtes locales, goguettes, soirées cinématographiques, etc., ont été et sont encore organisées de toutes parts.

A ce jour la souscription s'élève à 340.000 francs.

L'organisation et la répartition des secours

Le 22 mars, la section française du S. O. I. organisait à Toulouse la direction générale de la répartition des secours.

Deux autres centres régionaux fonctionnent à Agen et à Béziers.

Des vivres, vêtements, objets de première nécessité sont fournis par la coopérative ouvrière l'Aurore, à Toulouse.

Les transports sont effectués par voie de route en camion automobile, sur les côtés duquel des calicots portent l'inscription suivante : « *Le Secours Ouvrier International apporte aux travailleurs et paysans sinistrés, l'expression de la solidarité morale et matérielle du prolétariat et de ses organisations.* »

Sur tous les parcours, des tracts reproduisant le manifeste du S. O. I. sont diffusés. Les répartitions se font sur les indications des comités de lutte aux petits sinistrés.

Le 27 mars le S. O. I. était à Moissac, localité du Tarn-et-Garonne la plus éprouvée. Le plus chaleureux accueil nous était réservé. Après avoir applaudi les représentants des organisations révolutionnaires, environ 150 familles reçurent chacune :

- 250 gr. de café;
- 1 kg de sucre;
- 500 gr. de légumes de conserve;
- 1 kg de légumes secs;
- 1 boîte de lait condensé;
- 2 boîtes de poissons à l'huile;
- 500 gr. de lard;
- 500 gr. de pâtes.

La ration était augmentée suivant les charges ou nombre d'enfants.

En outre 100 chemises neuves, 50 séries de casseroles et 200 kgs de vêtements et linge en état neuf furent distribués. Cette première distribution a laissé l'impression la plus favorable parmi les sinistrés.

Le camion continuant sa tournée visita la campagne environnante. Les Barthes, hameau situé à quelques kilomètres de Moissac, abritaient encore des familles dans le plus complet dénuement.

La vue du camion du S. O. I. fut pour eux un événement inattendu, d'autant plus que les routes étaient encore en partie sous l'eau et en mauvais état.

Une distribution identique fut assurée à 50 sinistrés. Le lendemain la voiture partait pour Lamagisterre, à 25 km. de Moissac.

Lamagistère, situé sur la rive droite de la Garonne, avait été sérieusement éprouvé. Des centaines de petits sinistrés se pressaient bientôt autour de nous. Près de cent familles parmi les plus nécessiteuses touchèrent la ration indiquée plus haut. La répartition faite aux abords de la mairie et les appels lancés pour l'organisation des petits sinistrés dans les comités de lutte, avaient indisposé le garde champêtre, bon serviteur de la municipalité réactionnaire, qui appela la gendarmerie de Valence, Agen. Celle-ci arriva quand tout était terminé. Les travailleurs et paysans de Lamagistère ont compris le sens de la solidarité de classe du S. O. I. et

sont organisés aujourd'hui pour la défense de leurs intérêts, tout comme à Moissac.

Ce fut ensuite le 1^{er} avril que l'importante ville de Montauban fut touchée, le faubourg toulousain offre l'aspect d'une véritable destruction causée par la guerre. C'est sur la route principale, après une tournée en ville et distribution de tracts, que le S. O. I. pour la distribution. La plupart des sinistrés occupés à la recherche d'un mobilier épars et détruit, espérant retrouver encore quelque chose du fruit du labeur de dizaines d'années, abandonnèrent les ruines pour se grouper nombreux autour du camion.

Près d'une centaine d'entre eux emportèrent en marchandises la valeur de 40 francs plus un lot important de lainages, de tissus, de vêtements d'enfants et divers provenant des camarades de Roanne furent distribués. Cette première répartition et les exposés des délégués du S. O. I. et P. C. furent l'objet des commentaires les plus favorables. Avant de quitter les lieux, une autre distribution fut annoncée pour le samedi suivant.

Le 3 avril le S. O. I. était à Villemure, déjà visité une première fois trois semaines auparavant par notre camarade Jean Fournier, qui avait apporté 400 kilos de vivres et vêtements au nom du S. O. I.

Moissac le 4 avril, Montauban le 5 avril, et chaque jour le gros camion du S. O. I. va porter ainsi partout ses secours fraternels aux sinistrés.

A Castres, à Lavaur, à Saint-Sulpice, à Laguepie, à Saint-Antoin, à Agen, etc., etc...

L'action du S. O. I. porte ses fruits; les ouvriers et paysans font une différence très nette entre l'aide de classe du S. O. I. et les secours officiels. Notre manifeste, celui du P. C. et de la C. G. T. U. remportent un vif succès, car les petits sinistrés ont aussi compris que pour arracher non plus des promesses, mais des réalités au gouvernement, ils doivent s'organiser et mener la bataille « Classe contre Classe ».

ONOF.

Aux locataires des Régions dévastées

EXONÉRATION et RÉQUISITION

Tels sont les revendications des Locataires Sinistrés

Toute la région du Midi vient d'être frappée par une catastrophe qui va priver des milliers de travailleurs de leur logis. La classe bourgeoise, qui trouve facilement des milliards pour le budget de la Guerre et de la Marine, sacrifiera difficilement quelques centaines de millions pour la remise en état de ces régions.

Quels sont ceux qui seront les bénéficiaires des largesses de l'Etat? Le scandale de ce qui s'est passé dans l'Est et dans le Nord au lendemain de la grande boucherie est là pour nous répondre. On reconstruira les églises, les usines, les gros immeubles, mais pour les travailleurs, on édifiera des baraques Adrian.

Les pouvoirs publics devront cependant compter avec les organisations ouvrières. Le parti communiste et la C. G. T. U. sauront mener l'agitation nécessaire pour amener les ouvriers et les paysans à exiger leurs revendications.

D'autre part, les organisations de locataires sont fortes dans cette région. La fédération du Sud-Ouest groupe 4.500 adhérents, celle du Languedoc 2.500. La Haute-Garonne est moins forte, mais elle est dirigée par des militants actifs qui sauront mener l'action avec un sens de classe nettement prononcé.

L'Union confédérale des locataires, dès le lendemain de la catastrophe, leur a rappelé les bases sur lesquelles devait reposer leur action.

Pour les chômeurs : exonération du paiement des impôts, de l'eau, du gaz, de l'électricité et du loyer;

Pour les sans-gîtes : réquisition des édifices publics et des locaux qui peuvent être considérés comme superflus (locaux de plaisance, grands hôtels de la bourgeoisie);

Pour tous les locataires en général : aucune expulsion.

Enfin, l'U. C. L. demandait à ses fédérations de surveiller la répartition des secours et les bases sur lesquelles reposera la reconstruction.

L'U. C. L. a aussi fait appel à la solidarité de ses fédérations, de ses sections et de ses adhérents en faveur des sinistrés du Midi. Elle s'est inscrite elle-même pour 1.000 francs dans la souscription ouverte par le S. O. I.

Dans le Sud-Ouest, la fédération, dont dépend la section d'Agen, localité particulièrement éprouvée, a voté 1.000 francs qui seront répartis par l'intermédiaire de cette section.

Les autres sections et fédérations ont, soit voté des dons pris sur leur caisse, soit organisé des souscriptions.

Il était utile de donner aux organisations ouvrières les moyens financiers qui leur manquaient pour parer aux premiers besoins des victimes de l'incurie capitaliste, mais les travailleurs ne doivent pas oublier que c'est de la bourgeoisie capitaliste qu'ils doivent exiger la réparation des dommages qu'ils ont subis.

Les inondations du Midi ont démontré une fois de plus qu'elle était incapable de prendre les mesures les plus élémentaires pour assurer la sécurité des masses paysannes et travailleuses, c'est elle qui doit payer les frais de sa politique.

C'est en partant de ce principe que les organisations de locataires mèneront une action vigoureuse pour les revendications qui leur sont propres et participeront à l'action d'ensemble qui sera poursuivie par les organisations ouvrières.

L. DIEULLE.

OUVRIERS, MÉNAGÈRES, EMPLOYÉES FONCTIONNAIRES

à partir du 1^{er} MAI, Lisez

L'OUVRIÈRE

organe bi-mensuel

qui vous RENSEIGNERA, qui vous SOUTIENDRA dans vos LUTTES

L'EXEMPLAIRE : 0 FR. 30

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :

142, Rue Montmartre, 142 — PARIS (2^e)

La préparation du 1^{er} Mai

LE ROLE DU S. O. I.

Quoique l'organisation du S. O. I. soit un groupement de défense sociale, réunissant dans son sein des ouvriers et ouvrières de tous les horizons politiques, quoique se plaçant, d'après ses statuts, au-dessus des Partis, le S. O. I. n'a jamais prétendu se placer au-dessus de la mêlée sociale et a toujours accordé son action avec celle des organisations révolutionnaires, ayant et appliquant un programme de lutte de classe.

Aujourd'hui, plus que jamais, il doit agir dans ce sens. Pourquoi? C'est parce que le Parti socialiste est passé dans le clan de la bourgeoisie, que la C. G. T. Lafayette s'enfoncé de plus en plus dans le bourbier réformiste et que le S. O. I. ne trouve plus un concours sérieux qu'auprès du Parti communiste et de la C. G. T. U. et de toutes les autres organisations de lutte de classe.

La bourgeoisie ne s'y trompe pas, elle fait sentir sa vindicte gouvernementale chaque fois qu'elle le peut, contre le S. O. I. Faut-il rappeler l'interdiction de la souscription lancée pour la colonie des Vacances Populaires Infantines?

Alors qu'il reste purement dans son rôle d'organisation de défense sociale, la bourgeoisie dresse contre le S. O. I. toutes sortes d'entraves pour l'empêcher de se développer.

Dans ces conditions, est-ce que le S. O. I. doit seul déployer son activité au moment des luttes grévistes, où apparaît au moment des grandes calamités publiques, comme pour les inondations du Midi? Non, il faut rompre avec ce point de vue et aller plus loin dans le travail de liaison avec les organisations de combat.

La bourgeoisie s'efforce d'étouffer notre action de classe!

Nous sommes à quelques semaines du 1^{er} mai. Au moment où le gros patronat industriel pousse à fond sa rationalisation capitaliste, jetant sans vergogne des milliers et des milliers d'ouvriers dans le chômage, au moment où les impérialistes rivaux minés par les contradictions qui décomposent le régime lui-même, là-bas à l'Est un monde nouveau se dresse en face de lui, dans la Russie Soviétique, la construction du socialisme se développe à pas de géant.

Le capitalisme espère toujours solutionner ses crises en menant contre le prolétariat une politique de misère, d'esclavage, en diminuant toujours la capacité d'achat des salaires, en poussant parallèlement à la guerre contre la patrie prolétarienne : la Russie Soviétique.

La France, qui a connu jusqu'ici une « ère de prospérité », commence à être sérieusement touchée par la crise mondiale : le chômage commence à sévir dans les principales industries.

L'examen de cette situation dicte à nos organisations révolutionnaires de réaliser leurs objectifs dans la situation présente.

Le Parti communiste et la C. G. T. U. ont décidé d'appeler la classe ouvrière à participer au Premier Mai prochain à une grève revendicative et politique de masse, de mobiliser la classe ouvrière contre la crise capitaliste et pour la défense de la République Soviétique menacée de toutes parts.

A cet effet, les membres du S. O. I. devront appuyer toute l'action du Parti et des syndicats unitaires et devront s'attacher à lier toutes les revendications immédiates : augmentations des salaires, respect des huit heures, luttes pour la journée de sept heures, congé payé, délégués à l'hygiène et à la sécurité, à nos mots d'ordre politiques, tels que : A bas la rationalisation capitaliste ! Bas les pattes devant l'Union Soviétique ! A bas le gouvernement fasciste ! Contre tous les traîtres à la classe ouvrière.

Tout doit être mis en œuvre dans notre organisation pour faire de cette journée une démonstration de force du prolétariat contre toutes les forces coalisées de la bourgeoisie.

Les objectifs seront atteints dans la mesure où toutes les forces ouvrières seront concentrées sur les mots d'ordre du P. C. et de la C. G. T. U., les organisations comme le Secours Rouge International, Amis de l'U. R. S. S., Locataires, Coopératives ont un rôle à jouer, et aussi le S. O. I. Cette organisation ne peut et ne doit rester neutre dans la bataille. Il faut qu'elle apporte tout son appui au travail de préparation du Premier Mai et engage ses adhérents à participer à toutes les manifestations d'usines ou démonstrations de rues. Le S. O. I. ne doit pas se borner à panser les plaies dans les grèves ou les catastrophes, il doit aussi participer à toutes les luttes préventives contre la misère et l'esclavage.

Depuis la guerre, la social-démocratie a abandonné les mots d'ordre de lutte et veut de plus en plus faire du Premier Mai une journée de fête. Or, en régime capitaliste il ne saurait y avoir de fête du travail alors qu'une minorité exploite et jouit de tout et que la grande masse crève de faim.

Contre cette politique d'asservissement, les travailleurs doivent se dresser et passer à l'offensive à côté du P. C., de la C. G. T. U. et de toutes les organisations d'avant-garde.

Le S. O. I. sera à son poste de combat le Premier Mai prochain pour la réussite de la grève revendicative et politique de masse !

M. DELOBELLE.

LA MISÈRE du Prolétariat allemand

L'économie française s'est trouvée jusqu'ici dans une situation particulière jouissant d'une certaine indépendance par rapport au mouvement de la conjoncture mondiale. D'une façon générale, on peut dire qu'en comparaison d'autres pays les années récentes ont été pour la France une période de prospérité. Sans doute, une bonne conjoncture pour les capitalistes n'est pas en même temps une bonne conjoncture pour les ouvriers, et de fait l'élévation grandissante du coût de la vie a déjà produit une aggravation de la situation de l'ouvrier. Mais l'ouvrier français a été épargné jusqu'ici par la gangrène du capitalisme décadent, le chômage de masse à titre permanent. Cependant, le développement économique de la France à l'heure actuelle présente tous les signes qui permettent de conclure avec assurance à l'entrée de l'économie française elle aussi dans la crise mondiale : raison impérieuse pour l'ouvrier français de s'intéresser aux effets de la crise sur la situation de la classe ouvrière dans les autres pays ; il verra ainsi quelle dure bataille il va falloir bientôt livrer contre cette chute dans la plus profonde misère. L'Allemagne offre un exemple typique de la réduction des masses à la misère par suite de la crise économique.

Il est possible en Allemagne d'évaluer en chiffres, du moins dans une certaine mesure, l'étendue de la misère, puisque l'assistance sociale est pour la plus grande partie l'affaire de l'Etat ou des communes ; même l'assistance privée se trouve soumise dans la plupart des cas à des réglemens d'Etat, ou bien travaille la main dans la main avec les organes de politique sociale de l'Etat. Le lecteur français doit bien comprendre que, malgré son développement quantitatif, cette politique sociale de l'Etat ne comporte d'aucune façon l'octroi de secours suffisants à la population dans le besoin ; depuis 1923-24, nous enregistrons au contraire une diminution continue des secours avec extension parallèle de la législation, et aujourd'hui on ne peut plus dire avec le proverbe que les malheureux ne touchent pas assez pour vivre, mais trop pour mourir : ils ont juste de quoi mourir.

Il est singulier que l'Allemagne n'ait pas de statistique officielle pour indiquer l'étendue de la misère ou le nombre des personnes secourues ; la statistique officielle ne s'intéresse qu'à l'aspect financier de la question, derrière lequel les hommes s'effacent. Nous disposons pourtant d'une documentation suffisante pour estimer assez exactement le nombre des personnes assistées en Allemagne par les services de politique sociale.

Etudions d'abord le domaine des *assurances sociales*. Les différentes formes d'assurances sociales accordent aujourd'hui des secours à un total de 10.731.000 personnes, à savoir :

Chômeurs :

Parties prenantes au titre principal	2.260.000
Parties prenantes pour les indemnités	2.500.000
Bénéficiaires des secours de crise	250.000
Bénéficiaires d'indemnités.	240.000
Bénéficiaires des secours de maladie	810.000
Mutilés.	3.170.000
Accidentés.	978.000
Assurés au titre « employés »	160.000
Inscrits aux caisses des mineurs	363.000

On n'oubliera pas en parcourant cette statistique que l'assurance n'embrasse pas la totalité des travailleurs frappés de chômage ou d'incapacité. Le cours réactionnaire des événements se manifeste justement en matière d'assurance contre le chômage par l'introduction dans la loi de clauses de plus en plus nombreuses pour entraver le droit à assistance. Ce phénomène n'est pas propre à l'Allemagne, on le remarque particulièrement aussi en Grande-Bretagne. Il y a donc, en dehors du total indiqué par la statistique, plusieurs millions de chômeurs auxquels le service des assurances n'accorde aucun secours sous divers prétextes : ils n'ont pas rempli les conditions, ils sont reconnus comme dépourvus de la volonté de travailler, ils n'ont pas encore achevé la période nécessaire pour être admis au bénéfice de la loi, ils ne sont pas classés comme nécessaires, ils ont déjà dépassé les délais pendant lesquels seulement le secours est accordé, etc. Il y a ainsi mille façons de dépouiller les chômeurs de leurs droits, et la situation est la même pour toutes les autres formes d'assurance.

En raison de cette carence des assurances sociales, on trouve des millions d'hommes qui en sont réduits à demander l'aide du service social, soit le service social public géré par les communes et les départements, soit le service social privé qui incombe aux organisations cléricales et nationalistes. L'étendue de ce genre d'assistance n'est pas indiquée par des statistiques officielles; mais nous disposons de plusieurs enquêtes officielles et privées grâce auxquelles nous pouvons opérer des évaluations assez précises en recourant à la méthode comparative. (Sur ces détails de statistique, j'ai publié un travail précis dans la revue allemande *Der rote Aufbau*, troisième année, n° 3; ci-dessous un simple extrait.)

Avec les 800.000 victimes de guerre et les 1.500.000 ayants droit des victimes de guerre qui reçoivent une pension, il y a environ 6.300.000 personnes que l'assistance publique est obligée de secourir. Sur les quatre millions d'assistés civils inscrits dans les organismes officiels des départements, il y a les victimes de l'inflation, 670.000 membres des caisses de prévoyance sociale et 380.000 petits rentiers, mais il y a aussi une masse de chômeurs qui ne touchent rien de l'assurance. L'assistance privée soutient environ 1.300.000 chômeurs. Les organismes d'assistance des Etats allemands soutiennent environ 500.000 personnes. A cela il faut ajouter les personnes qui ont bénéficié d'un secours simple, non répété; leur chiffre s'est élevé en 1927-28 à 20,6 millions; depuis cette date, il a dû atteindre environ 30 millions, et on peut le considérer comme égal à un total de 500.000 personnes pourvues d'un secours permanent.

En Allemagne existe encore l'assistance aux jeunes gens, qui

n'est pas comptée ci-dessus. Elle soutient environ un million de jeunes gens.

Il est plus difficile d'évaluer le chiffre des bénéficiaires du service social privé. Ces organisations cléricales et patriotiques, qui exercent une grande influence sur une importante partie de la population, disposent de 587.969 lits et 85.833 employés dans le domaine de l'assistance privée proprement dite, de 419.427 lits et 12.677 employés dans l'assistance semi-publique, et de 40.862 employés dans l'assistance publique; en somme, de plus d'un million de lits et d'environ 140.000 employés. Ces chiffres ne se rapportent qu'aux organisations unies en cartel, et il y a encore d'autres institutions analogues avec plus de 40.000 lits. Si on considère ces chiffres, on évaluera le total des personnes secourues par le service social privé à environ 5 millions.

En additionnant tous les chiffres et en soustrayant les doubles emplois, c'est-à-dire les personnes secourues par deux institutions, on arrive au résultat qu'en Allemagne 20 millions d'hommes ont besoin à l'heure actuelle d'un secours d'où ils tirent tout ou partie de leur subsistance. On obtient le tableau suivant :

Assurance sociale.	10.000.000
Assistance publique.	5.000.000
Victimes de guerre.	800.000
Ayants droit des victimes de guerre.	1.500.000
Assistance aux jeunes gens	700.000
Service social privé.	2.000.000

Déduisons du total tous les individus non comptés dans la statistique comme producteurs, c'est-à-dire tous ceux qui vivent entièrement d'une pension et tous ceux qui vivent comme membres d'une famille sur le salaire du chef ou qui sont mineurs : nous obtenons au moins 12 millions de « producteurs », en y comprenant les chômeurs, qui ne gagnent pas de quoi échapper à la mort sans soutien extérieur. Ce chiffre constitue plus de la moitié du total des producteurs salariés, qui est de 21 millions pour l'Allemagne. Allons plus loin : l'assistance s'applique certainement pour la moindre part aux fonctionnaires et aux employés, qui comptent pour 5.300.000 personnes, et pour la majeure partie aux 15.700.000 ouvriers; on peut donc dire qu'environ 75 0/0 des ouvriers sont secourus. Si maintenant nous considérons le total de la population allemande, qui est de 62.400.000 habitants, nous trouvons que les secours sont nécessaires à 30 0/0 de ce total.

Tel est l'aspect de la misère des masses en Allemagne, dans un temps où la loi antisocialiste de Bismarck est rééditée par la social-démocratie sous forme d'une loi de défense républicaine, pour bâillonner la classe ouvrière et lui interdire politiquement la parole; dans un temps où continuent la rationalisation de l'industrie et la réduction de la politique sociale. Cette misère toujours plus grande des masses populaires d'Allemagne conduit à une extrême accentuation de la lutte de classe, à une radicalisation toujours plus forte de la classe ouvrière dont l'allant offensif ne fait que se développer contre la classe des capitalistes.

KURT SAUERLAND.

EN U. R. S. S.

La Marche victorieuse de l'Agriculture Socialiste

Dix-huit mois se sont écoulés depuis l'organisation des premiers sovkhos importants. On peut établir un certain bilan.

Les premiers mois ont prouvé que les premières prévisions concernant le développement des sovkhos pour la culture des céréales, étaient insuffisantes. La vie les a dépassées. Aux dix sovkhos qui avaient été organisés en 1928, on devait en ajouter 34 en 1929. On se proposait d'organiser, en 1930, 66 nouveaux sovkhos, et les 110 sovkhos ainsi créés devaient cultiver 2.265.000 hectares de terre. Telles étaient les prévisions. Mais quelle est la réalité?

Au lieu de 44 sovkhos, on en comptait 56 en 1929. Au lieu des 110 sovkhos qu'on devait avoir cette année, on en compte 125 dès à présent. Au lieu de 2.265.000 hectares de labours, les sovkhos pour la culture des céréales ont labouré 4.307.000 hectares de terres leur appartenant et 250.000 hectares de terres des paysans voisins.

La vie elle-même pousse à augmenter les chiffres du plan quinquennal. Voici le programme actuel :

Les sovkhos de céréales doivent :

	Ensemencer	Labourer
En 1930.	1.000.000 ha.	4.000.000 ha.
En 1931.	4.000.000 —	8.000.000 —
En 1932.	8.000.000 —	14.000.000 —
En 1933.	14.000.000 —	20.000.000 —

On aura une idée plus précise encore de ce programme, en le comparant avec la superficie des principales cultures de céréales (froment, seigle, avoine, orge) dans les États voisins de l'U. R. S. S.

Finlande.	803.000 ha.
Lettonie.	805.000 —
Autriche.	1.038.000 —
Lithuanie.	1.129.000 —
Roumanie.	6.240.000 —
Pologne.	9.887.000 —
Allemagne.	11.401.000 —

(Chiffres fournis par l'Institut Agraire International.)

Ainsi, dès cette année, les emblavures du printemps des sovkhos dépasseront les cultures de céréales de toute la Finlande ou la Lithuanie. Elles seront presque égales aux cultures de céréales de toute l'Autriche. Les labours des sovkhos de cette année et les semailles de l'année prochaine dépasseront les cultures de céréales de la Finlande, de la Lettonie, de la Lithuanie et de l'Autriche réunies. Enfin, dans les deux années

suivantes, les emblavures des sovkhos dépasseront celles de toute l'Allemagne.

Ce programme est absolument réel. Et il est réel parce qu'il a : *L'attention du Parti léniniste et la collaboration active de l'opinion publique ouvrière, puissante en U. R. S. S.; une base technique élevée, multipliée par l'enthousiasme des hommes, par l'enthousiasme de la classe qui édifie la nouvelle société socialiste.*

Certains « savants » poussaient les hauts cris en disant que de pareils rythmes et méthodes industriels sont impossibles dans l'agriculture, que des entreprises agricoles de 20, 30, 40.000 et plus de 100.000 hectares sont une utopie.

La vie a fait fi de ces sermons. La réalité a écrasé ces arguments « théoriques » : le sovkhos « Gigant » a enssemencé et moissonné 60.000 hectares, les sovkhos de la Volga, de l'Oural, de la Sibérie, etc., des dizaines de milliers d'hectares.

Au printemps et en été de cette année, dans 125 sovkhos d'une superficie de 6.500.000 hectares, seront en service : 10.200 tracteurs, 2.500 automobiles, 1.750 moissonneuses et batteuses, 5.000 semoirs mécaniques et des dizaines de milliers d'autres remorques (charrues, etc.). Environ 50.000 hommes travailleront dans les champs des sovkhos, sans compter les ouvriers saisonniers et du bâtiment.

L'année prochaine, 125 nouvelles « fabriques de blé » seront créées en U. R. S. S. Leur nombre total atteindra ainsi 250. Vers la fin du plan quinquennal, le nombre des sovkhos sera porté à 550. Ils posséderont une superficie de 30 millions d'hectares.

Selon la première variante du plan, on prévoyait que les sovkhos produiraient 1.700.000 tonnes de blé disponible dans la dernière année du plan quinquennal. En réalité, en 1931, les sovkhos fourniront au pays soviétique 3.500.000 tonnes et, en 1932, 7.000.000 de tonnes de blé.

Ceci signifie qu'en 1931 la production des grands domaines soviétiques de céréales remplacera complètement et dépassera même de 50 0/0 la production des anciennes exploitations des koulaks. En 1932, les sovkhos fourniront deux fois plus de blé que tous les grands propriétaires de la Russie d'avant la révolution.

Le sovkhos n'est pas seulement une fabrique de blé. Il est l'embryon d'une nouvelle ville, d'un futur centre industriel dans la steppe autrefois sauvage.

Pendant la première année, on commence, dans le sovkhos, la construction des habitations, des garages, des ateliers, des silos, des réfectoires, des bains-douches, des coopératives, des stations électriques, des installations de radio, des clubs, etc.

44 cités semblables ont déjà été érigées dans les steppes de la Volga, de la Sibérie, de l'Oural, de la Bachkirie, du Kouban et sur les rives du Don. Cette année, 81 cités nouvelles seront fondées sur des terres vierges jusqu'à présent, dont le silence n'était troublé que par le vent et parfois par les troupeaux de chevaux sauvages.

Les machines labourent les steppes vierges, et les hommes affranchis de l'exploitation du propriétaire, armés de la machine, mettent en valeur les terres qui leur appartiennent.

Le sovkhos « Gigant » cultivera 80.000 hectares de terre en huit jours.

Le célèbre sovkhos « Gigant », au Caucase du Nord, doit enssemencer au printemps de cette année 74.500 hectares. Le sovkhos est divisé en 24 secteurs. Les semences, le matériel, les baraquements, les cuisines de campagne et les produits alimentaires pour les ouvriers ont déjà été transportés dans chaque secteur. Les ouvriers des sovkhos ont décidé, dans leurs réunions, d'étendre la surface emblavée à 80.000 hectares et de l'ensemencer en huit jours.

**

Le plan quinquennal en action

A Bobriki (région centrale industrielle de la R. S. F. S. R.), on a commencé les travaux de construction d'un cartel grandiose d'usines de force motrice et de produits chimiques. Ce sera l'une des plus grandes constructions du plan quinquennal en cours. Ce groupe d'usines comprendra 16 usines diverses dont une usine à gaz, la plus grande d'Europe, et une Centrale électrique de 300.000 kilowatts, sur la rivière Lioubovka. Ce groupe d'usines utilisera comme combustible la houille du Bassin de Moscou, qui s'est enrichi de plusieurs nouvelles mines importantes. Dans la présente saison de construction, 20.000 ouvriers seront occupés sur les chantiers. Tout le groupe d'usines devra être construit en une année et demie, 8 usines seront mises en service vers la fin de cette année.

Dans la région de Koutaïs (Géorgie) on a commencé la construction de la première usine de ferro-manganèse. La puissance de production de cette usine est de 150.000 tonnes de ferro-manganèse par an.

Dans la région de Leningrad, on a commencé les travaux pour la construction de la fabrique de papier Sias dont le programme annuel est de 35.000 tonnes de papier-journal.

A Bakou (Azerbeïdjan), on vient d'achever la construction et de livrer à l'exploitation une seconde usine de cracking produisant 75.000 tonnes de benzine par an.

À Nesvetaïa (Bassin du Donetz), une nouvelle mine importante a été inaugurée. En avril, on en ouvrira encore deux. Ces mines fourniront, par an, 1.800.000 tonnes d'anthracite de haute qualité.

A Yaroslavl, on a commencé la construction d'un groupe de grandes usines pour la production du caoutchouc. Ces usines combinées produiront 4.650.000 pneus d'automobiles et autres articles.

Les chiffres suivants donneront une idée des proportions de ce groupe d'usines et du rapide développement de l'automobilisme en U. R. S. S. : La valeur de la production annuelle des entreprises soviétiques existantes de l'industrie du caoutchouc s'élève à 301 millions de roubles. Le groupe d'usines en construction fournira, dans la dernière année du plan quinquennal, une production globale de 745 millions de roubles. Sa construction reviendra à 170 millions de roubles.

A Gomel (R. S. S. de Russie Blanche), on a achevé la construction d'une puissante usine de machines agricoles, qui a été partiellement mise en service.

La production annuelle de l'usine s'élèvera à 20 millions de roubles.

A Balakhna, près de Nijni-Novgorod, on vient d'inaugurer une nouvelle usine de cellulose d'un rendement annuel de 40.000 tonnes. Par là, l'industrie combinée du papier de Balakhna travaillera avec sa propre cellulose.

A Irkoutsk (Sibérie Orientale), on a inauguré solennellement une grosse usine de construction de machines, fabriquant tous les instruments de forages et des dragues pour les mines d'or. Le premier four Martin, en Sibérie Orientale, a été mis en service.

J. ZBARSKI.

L'ÉCOLE UNIQUE⁽¹⁾

(suite)

L'école unique et la prétendue gratuité de l'enseignement secondaire

Nous avons montré dans les articles précédents que l'idée de l'École Unique avait été lancée au lendemain de la guerre par des universitaires généreux mais ignorant la réalité politique et sociale, que leur appel avait ému le besoin de justice du peuple éveillé par les expériences de la guerre et de la révolution russe, et que les politiciens de gauche s'étaient emparés de la formule pour égarer l'esprit de revendication populaire et rationaliser l'école au profit de la classe dirigeante.

L'École Unique figurait naturellement dans la déclaration du ministre Chautemps, ministre radical soutenu par les socialistes S. F. I. O. Rappelons les déclarations faites au sujet de l'École Unique à la séance de la Chambre du 26 février dernier :

M. Chautemps. — « Il va de soi que c'est vers la gratuité complète, s'appliquant à tous les frais, qu'il faut tendre... Il y a un problème de la liberté de l'enseignement... Mais le problème de la gratuité de l'enseignement secondaire n'a aucun rapport avec ce problème... Mon devoir est de déclarer, parce que c'est la vérité, que la réforme de l'enseignement annoncée par M. Herriot, continuée par notre gouvernement, ne vise en aucune façon au monopole de l'enseignement... »

M. Herriot. — « On nous calomnie et l'on sait qu'on nous calomnie lorsqu'on déclare que nous voulons le monopole de l'enseignement... Nous voulons que cesse cette injustice de voir des enfants bien doués ne pouvoir atteindre au plus haut du développement intellectuel, parce que leurs parents, faute de ressources suffisantes, ne peuvent leur permettre de poursuivre leurs études. »

Ces déclarations faites par les représentants autorisés des défenseurs de l'École Unique bourgeoise, nous permettent de faire le point. Elles vérifient amplement les conclusions auxquelles nous avons été amenés en étudiant le problème de l'École Unique aux points de vue administratif, politique et social.

Les politiciens de gauche utilisent le mirage d'une impossible École Unique pour détourner les travailleurs de leurs devoirs de classe. Ils repoussent le monopole, condition nécessaire de toute véritable École Unique. En fait d'École Unique, ils promettent à l'électeur la gratuité des frais d'externat dans l'enseignement secondaire et promettent de tendre vers la gratuité de l'internat. La gratuité de l'internat elle-même, ne permet pas à des enfants d'ouvriers « d'atteindre au plus haut développement intellectuel » et encore moins d'accéder aux échelons supérieurs de la hiérarchie

(1) Voir les Nos 4, 5, 6, 7 et 8 de la *Politique Sociale*.

sociale. Est-il besoin de rappeler que les nécessités de la vie empêchent actuellement les travailleurs d'accepter pour leurs enfants les bourses de l'enseignement secondaire qui leur sont offertes? La gratuité de l'enseignement secondaire est une charge financière nouvelle pour le pays. Elle pèsera surtout sur les travailleurs, dont les enfants restent exclus de l'enseignement secondaire, parce que les travailleurs forment la grande majorité des contribuables et parce que ce sont les travailleurs qui, sous forme d'impôts indirects, supportent la plus grande partie des charges financières. La gratuité de l'enseignement secondaire profitera non aux familles de travailleurs, qui en auront la charge sans en avoir le bénéfice, mais à des familles bourgeoises qui payaient jusqu'à maintenant le septième des frais d'études de leurs enfants et ne paieront plus rien désormais.

La bourgeoisie de gauche représentée par M. Chautemps soutenu par M. Léon Blum, est bien disposée à faire payer par les travailleurs l'illusion qui doit les détourner de leurs devoirs de classe. En réalisant la gratuité des frais d'externat dans les classes de sixième des lycées et collèges, le ministère de droite de M. Tardieu a fait ni plus, ni moins.

Mais le mensonge de la libération du prolétariat par l'Ecole Unique de la bourgeoisie apparaît encore bien plus nettement quand, laissant de côté les questions secondaires, on aborde le problème même de l'Ecole.

Le principe même de l'Ecole Unique est en effet incompatible avec celui de l'Ecole de classe bourgeoise.

Société de classe, École de classe

C'est dans l'enseignement de l'histoire que se manifeste de la façon la plus apparente l'esprit de l'école.

« Dans un curieux livre paru l'an dernier sur la Grèce antique, écrivait Romain Rolland, un Allemand d'esprit libre et original... faisait la découverte que tous les historiens antiques issus de la classe dirigeante, et les modernes à leur suite, avaient faussé, inconsciemment ou non, le récit des événements, voilant ou supprimant et faisant disparaître les faits contraires à leurs préférences de classe ou de parti... »

La Fédération de l'Enseignement Laïque vient de faire paraître un manuel d'histoire à l'usage des écoles primaires. L'ouvrage n'était nullement conçu d'un point de vue marxiste, ni même révolutionnaire, étant donnée sa destination. Les auteurs s'étaient seulement efforcés d'atteindre une certaine impartialité et une certaine objectivité, dans la mesure où elles sont possibles en pareille matière. Des historiens dont nul ne discute la compétence, avaient rendu hommage à cet effort. Les autorités universitaires ont interdit l'introduction de ce manuel dans les écoles publiques. Les représentants de l'Etat bourgeois apportaient ainsi une éclatante confirmation à ce mot que Romain Rolland adressait en 1920 au Congrès des travailleurs de l'Enseignement : « Nous nous heurterons toujours, sous les régimes actuels, à l'Etat qui fabrique les cerveaux à son usage, et qui entend bien rester seul à leur imposer sa marque. »

A toute société fondée sur l'opposition des classes correspond nécessairement une école ayant un caractère de classe.

Les buts essentiels de l'école sont en effet de servir les intérêts immédiats de la classe au pouvoir. Dans la société bourgeoise moderne, l'école primaire dégrossit le matériel humain de l'usine. Les écoles du second degré en forment les cadres.

Aux troupes et aux cadres de l'armée économique de la bourgeoisie, l'école donne les connaissances rendues indispensables par les progrès de la technique moderne. Et elle crée à l'usage de cette armée, le « moral » qui permet à la bourgeoisie de l'exploiter dans les meilleures conditions de sécurité.

Il convient, pour s'en rendre compte, d'étudier le rôle de l'école primaire et des différentes écoles du second degré.

HUSSON.

La "Politique Sociale"
vous intéresse ?

Abonnez-vous
et faites-nous des Abonnés

AU SECOURS!

On assassine en masse en Indo-Chine

Il se passe en Indochine des événements extrêmement graves et douloureux.

Depuis que les impérialistes français se sont installés dans ce grand pays et y ont porté les fruits de leur « civilisation », le peuple indochinois est écrasé, exploité, torturé comme aucun peuple ne l'a jamais été.

Des écrivains français tels que Léon Werth, Félicien Chalaye, Luc Durtain, Mme Devret, qui ont visité cette malheureuse colonie française ont décrit la misère et la souffrance du peuple indochinois et dénoncé les ignobles procédés de « civilisation » employés contre lui.

Tous les gouverneurs qui, depuis des dizaines d'années, se sont succédé là-bas, se sont montrés plus sauvages et plus meurtriers les uns que les autres en mettant au service des colonisateurs capitalistes les pires moyens d'oppression et de répression.

M. Varenne, le socialiste qui vient d'être réintégré dans le Parti avec tous les honneurs, n'a pas fait exception à la règle, on peut affirmer, au contraire, que c'est son œuvre qui s'exécute aujourd'hui.

Nos lecteurs connaissent les événements qui se sont déroulés en Indochine il y a deux mois environ. Excédés par l'oppression impérialiste française, les soldats et les paysans de plusieurs régions se sont soulevés et se sont battus les armes à la main.

Durant plusieurs jours, avec une énergie farouche, ils se défendirent contre l'armée d'occupation. Plusieurs soldats, et parmi eux des gradés, ont été tués. Par les avions, les tanks et les mitrailleuses, le soulèvement fut vite vaincu.

La répression a été terrible, sauvage. Au moindre geste c'est la prison, les brutalités, la mort.

Elle continue. On arrête à tort et à travers. On condamne sans jugement ou presque.

52 des révoltés sont condamnés à mort sans aucune raison et menacés de prompt exécution. Ce sont des condamnations exemplaires. Il faut du sang, beaucoup de sang indigène aux exploiters impérialistes.

De la mère patrie ils reçoivent des encouragements au meurtre, au massacre.

Voici ce qu'on a lu dans l'organe quotidien du catholicisme français qui déclare, au nom du Christ :

« Le droit régalien ou droit quasi divin que le président de la République a reçu de faire grâce et de guérir les écrouelles n'est pas valable pour l'exportation.

« Les Indochinois, comme les Chinois, n'ont aucune de nos idées sur le droit criminel, sur « les délits et les peines », sur l'importance d'une tête coupée.

« Ils ne considèrent qu'une chose : à savoir si le Maître a la force et la volonté de rester le Maître, ou s'il ne les a pas.

« Les Anglais ont appris, dans l'Inde, ce qu'il en coûte de reculer devant la répression *prompte, impitoyable*.

« Nous allons l'apprendre à notre tour. »

Déjà nos protestations ouvrières se sont élevées qui ont fait reculé le vice-roi actuel, le sinistre Pasquier.

Le Secours Rouge mène, en faveur des condamnés à mort, une admirable campagne que le prolétariat français doit soutenir énergiquement.

Nos malheureux camarades indochinois ne peuvent être sauvés que par les protestations véhémentes du prolétariat français dont le sort est lié au prolétariat d'Indochine plus qu'il ne le soupçonne.

Il ne faut pas que nos camarades indochinois soient exécutés!

Il faut que les meurtriers lâchent les victimes!

Il faut briser l'oppression coloniale et impérialiste!

QUELQUES FAITS

To come back

Il nous faut encore revenir à Londres où, depuis trois longs mois, nos augures et ceux des quatre autres grandes nations impérialistes épuisent toutes leurs ressources diplomatiques.

En dehors des accords secrets, chers à Mac Donald le puritain, aucun accord n'a pu aboutir jusqu'à ce jour.

Dans notre numéro du 15 janvier, c'est-à-dire avant l'ouverture de la Conférence de Londres, nous avions prévu cette fin en queue de poisson :

« Cette conférence n'aura, d'ailleurs qu'un caractère préparatoire, une sorte de prise de contact. Et déjà chaque participant dégage, avant l'ouverture, sa responsabilité dans l'échec possible. Il s'agit, paraît-il, de limitation des armements navals. Mais il se cache, derrière cette « limitation », un véritable surarmement, une rationalisation des forces impérialistes dans le monde.

La guerre est là-dedans. Chacun des Etats impérialistes veut la plus grande part des mers et leur contenu. Comment équilibrer les intérêts et les... forces? »

Depuis trois longs mois de discussions difficiles les « cinq » restent sur leurs positions, c'est-à-dire qu'aucun des antagonismes qui divisent les grands Etats capitalistes n'a pu être solutionné ni même atténué. Le point de vue anglo-américain reste entier: le Japon reste, lui aussi, irréductible sur ses positions: la France de Tardieu-Boncour s'est ridiculisée; et l'Italie conserve ses airs menaçants et terribles qui ne sont pas moins ridicules.

Et nous disions encore dans un précédent numéro :

« Mais ce qu'il y a de certain, c'est que les grands Etats impérialistes sont en train, derrière le rideau, de reviser leurs forces, de re-

chercher un nouveau partage du monde et surtout de se distribuer les rôles dans l'encerclement de l'U. R. S. S. et l'étouffement de la Révolution qui menace de toutes parts, en Chine, aux Indes, etc. Chercher ailleurs les raisons et les buts de la conférence navale de Londres, ce serait se créer de cruelles illusions. »

Ceci éclate nettement aujourd'hui à la lumière du fiasco même de la conférence ou, à défaut d'accords, les « trois » qui seront bientôt « cinq », conclurent un compromis, une trêve de cinq ans.

Cette trêve de cinq ans a une signification: *la guerre contre la Russie soviétique.*

Le plan Young

Et disons encore quelques mots sur le plan Young qui vient d'être voté par la Chambre et le Sénat.

Le plan Young c'est la liquidation de la guerre de 1914-1918. C'est aussi la préparation de la prochaine.

Le plan Young, c'est l'entrée dans le concert antisoviétique de l'Allemagne capitaliste.

Le plan Young, c'est l'écrasement, l'épuisement du prolétariat révolutionnaire d'Allemagne au profit du capitalisme mondial.

Le plan Young, c'est la fusion complète et définitive de la II^e Internationale avec la bourgeoisie réactionnaire du monde entier. C'est en Allemagne le mariage entre Hindenburg et le socialiste Muller; en France, entre Tardieu et Blum; en Angleterre, entre Baldwin et Snowden.

Le plan Young (Young, du Ku Klux Khan d'Amérique, un des principaux chefs du Talon de fer), c'est le plan des socialistes.

Ne trouvez-vous pas cela étrange que les socialistes de la II^e Internationale qui criaient tant il y a quelques années pour « l'annulation des dettes de guerre », soient

aujourd'hui les plus fervents partisans d'un plan qui exige du prolétariat allemand 116 milliards à payer pendant 58 années d'esclavage accrue. Et à qui profiteront ces 116 milliards? Aux prolétaires des pays « victorieux »? Ces milliards serviront-ils la Paix? Allons donc! le plus aveugle des hommes sait et comprend que ces milliards serviront aux capitalistes pour accentuer leur rationalisation et pour alimenter les budgets de guerre.

Vraiment, vraiment, les adhérents au Parti socialiste ne sont pas dégoûtés...

Vers le désarmement! Vers la paix!

On sait qu'en marge de la conférence navale de Londres pour la limitation des « bateaux » l'Amérique protestante, pacifique et pacifiste (et comment!) construit des navires « comme des petits pains ».

Cette Amérique n'est pas moins active pour ses armées de terre. Le département de la guerre vient d'adopter une nouvelle mitrailleuse, une machine « merveilleuse » au dire des connaisseurs, qui fait l'étonnement et frappe d'envie tous les Hotchkiss du monde. Cette merveille de mitrailleuse pourra envoyer ses projectiles à 15 kilomètres de distance et à la vitesse de 800 coups à la minute.

Un véritable outil de paix...

J'te crois mon vieux!

L'archiduc François-Joseph de Hongrie (il y a donc encore de cette espèce?) se trouvait tout dernièrement à Rome où il a fait, paraît-il, un geste émouvant et plein d'élégance.

Ce zèbre est allé sur la tombe du soldat inconnu italien (c'est un truc qui a pris partout) où il a prononcé ces paroles fières et héroïques. S'adressant au soldat inconnu (et sourd malheureusement) il a dit :

« Avec une profonde admiration, je t'ai vu combattre (de loin) et mourir héroïquement (qu'il dit), gloire à ta mémoire! »

Et il a ajouté, mais ça c'était pas pour le poilu inconnu, c'était plu-

tôt pour nous ou plutôt pour les survivants du P. d. C. d'Italie :

« J'ai fait mon devoir en vous combattant (qu'il dit) mais à présent, je suis parmi vous en ami et en ami cordial. »

C'était pas la peine de te donner tant de mal, on le savait depuis toujours. Mais tu as voulu, archiduc de mon cœur, nous insulter une fois de plus. Ça va, on se reverra peut-être.

Les crimes impunis

Une nouvelle et terrible catastrophe vient d'éprouver une fois de plus la malheureuse corporation des « Gueules noires ».

En Belgique, sur la frontière franco-belge, un petit village, Elouges, vient d'être plongé dans le deuil par la mort, on pourrait plus justement dire par l'assassinat, de 13 ouvriers mineurs couchés éternellement par le grisou meurtrier.

Cette explosion de grisou, due comme toutes les autres, à l'incurie, au manque de garantie et de précaution de la part d'un patronat qui a bien plus le souci de ses bénéfices que celui de la vie des mineurs dont la mort ne lui cause aucun préjudice, n'entraîne ni sa responsabilité judiciaire, ni même sa responsabilité financière.

Ce crime capitaliste est d'autant plus grand et les responsabilités d'autant plus nettes que le puits où s'est produite la catastrophe est réputé depuis toujours parmi les plus grisoteux du bassin de Mons, et où avaient déjà trouvé la mort 110 ouvriers mineurs en 1856.

Et comme toujours, les journaux n'ont pas connu cette catastrophe ou en ont parlé comme d'un simple « faits divers » sans autre importance. C'est tellement commun, ordinaire et insignifiant la mort de milliers de mineurs assassinés chaque année...

Et voici l'une des causes

Les statistiques pour les houillères françaises vient de donner une production de 4.578.460 tonnes de charbon pour le mois de février 1930 pour 24 jours de travail.

La moyenne par jour ouvrable donne en février 1930, 190.769 tonnes contre 174.519 tonnes en février 1929.

Dans le bassin du Nord et du Pas-de-Calais la moyenne de la production est de 120.691 tonnes par jour ouvrable, c'est-à-dire 29.394 tonnes de plus par jour qu'en 1913.

Voilà pourquoi les catastrophes se multiplient. Voilà la plus triste signification de la rationalisation.

Vive l'Amérique !

Vive l'Amérique! crient bien fort MM. les socialistes Dubreuil et Spinasse. C'est le paradis des travailleurs où chaque ouvrier a son automobile et sa brosse à dents... Mais dans ce paradis les choses ont l'air de bien se gâter et une formidable crise économique dont les conséquences se feront sentir dans le monde entier, plonge actuellement dans une misère épouvantable plus de 6 millions de chômeurs.

La *Journée Industrielle* publie le communiqué suivant :

« New-York, 1^{er} avril. — Suivant une statistique, le nombre des sans-travail aux Etats-Unis, sur une population de 123 millions d'habitants, s'élève à un chiffre compris entre 4 et 6 millions, sans compter un million d'employés que l'on appelle ici « travailleurs en faux-col blanc ».

Ça ne va pas mieux au Japon

A la suite de la forte baisse qui a eu lieu à la Bourse, le Gouverneur de la Banque du Japon a conféré avec les directeurs des principales banques et il a été décidé de fermer le marché à Tokio, tout comme cela est arrivé à New-York dernièrement.

La baisse considérable est surtout attribuée à la crise économique qui sévit actuellement au Japon et principalement à la grève dans l'industrie textile provoquée par les patrons qui veulent réduire les salaires de famine des filateurs de 10 0/0.

Cette grève menace de s'étendre

et déjà elle se propage dans les filatures de la fameuse Compagnie Kangafuchi, qui contrôle 36 grandes usines et qui a la prétention de réduire les allocations de vie chère de 20 0/0.

Comme on voit, la stabilisation capitaliste est chose bien précaire dans tous les pays.

Qu'en pensent les partisans de quarante années de paix?

LA VIE PARLEMENTAIRE.

Nous aurons un bel enterrement et nos 24.000 fr. de retraite

Tel est le vœu et la volonté de nos députés qui, en sourdine, sans crier « gare » et sans tambours ni trompettes, viennent, au cours d'une séance où il était justement question de « dégrèvements » (comme j'te l'dis) d'augmenter les dépenses de « leur » Chambre en même temps que leur petite retraite qui sera dorénavant de 24.000 par an, après... huit ans de travail... (parfaitement), de travail... parlementaire.

Le versement de nos « honorables » est de 3.600 francs par an. Après huit ans de... travaux (non forcés) cela fait exactement un total de 28.800 francs.

Un capital de 28.800 qui rapportera 24.000 par an durant toute la longue et pénible existence de nos députés : C'est d'un beau rapport.

Avec tous les bons « trucs », les « commissions », les « enquêtes » et les « concours utiles » à l'industrie privée, un député qui « travaille » sérieusement pendant une dizaine d'années n'aura plus à craindre la grande colère des électeurs : il sera à l'abri de la misère.

Et s'il meure : « il aura un bel enterrement », puisque au cours de cette même séance les « honorables » ont porté les frais funéraires du député qui « a tourné ses calots » de 1.500 à 3.000 francs.

Le total des augmentations que se sont ainsi alloués nos « hono-

rables » s'élève à 6 millions 683.365 francs.

Voyez rayon « Dégrèvement »!

Les Conseillers Municipaux de Paris suivent le mouvement

Ils réclament que leurs 12.000 de conseiller municipal et leurs 25.000 fr. comme conseiller général soient portés à...48.000 francs par an.

Sans le produit des petites combinaisons qui sont au Conseil Municipal de Paris bien plus nombreuses et plus fructueuses qu'à la Chambre.

On augmentera les impôts, on diminuera les salaires, la vie sera encore plus chère pour les travailleurs. Et les élus continueront à faire de beaux voyages, à faire des discours. Le président du Conseil Municipal, l'ultra-réactionnaire d'Andigné répétera hypocritement que le plafond des impôts est crevé, qu'il ne faut pas, au risque d'indisposer les contribuables parisiens, le crever davantage. Et le Conseil, à l'unanimité, applaudira à tour de bras..... mais les conseillers veulent les 48.000...

VIVE LES SOVIETS !

La Voix des nôtres (??)

L'abondance des matières nous oblige à remettre au prochain numéro la suite de nos citations.

Prochainement, vous entendrez :

Simonet, de Bergerac.

Varenne, l'ami de Poincaré, ex-vice-roi d'Indochine.

Maës, de Lens.

Et vive la France !

Les affaires :

Koutiepod,

la mère *Hanau*,

Almazian,

Toute la pourriture du régime!

Pouah!

LA VIE DU S. O. I.

Le S. O. I. aux grèves de Belfort Répartition des secours

12.000 ouvriers métallurgistes et du textile étaient en grève pour obtenir de meilleurs salaires. La C. G. T. U. appela le 29 janvier à prendre la responsabilité de la solidarité en faveur des grévistes.

Le C. E. du S. O. I. désigna la camarade Brisack pour se rendre sur les lieux; et y organiser la Solidarité: répartition de vivres, organisations de fêtes et séances cinématographiques au profit des grévistes.

Se mettant aussitôt à la disposition du Comité de grève le premier travail fut d'organiser les distributions des cartes de grève et de ravitaillement. La répartition des secours fut faite comme suit :

Chaque gréviste touchait une livre de pain par jour et par personne à sa charge, un litre de lait par jour et par enfant de moins de 2 ans, ou vieillard ou malade à sa charge.

En plus, 6 cuisines roulantes ravitaillaient en nourriture les grévistes et les personnes à leur charge.

Deux cuisines furent installées dans la banlieue de Belfort, une à Valdoie, une à Cravanche, ce qui facilitait les distributions aux grévistes habitant ces localités, qui ne pouvaient descendre à Belfort. Ce qui leur permettait d'avoir des repas chauds pour eux et leurs enfants.

Menu : matin, viande et légumes; le soir, soupe et viande ou légumes.

Les secours en denrée : pommes de terre, graisse et bons de viande furent donnés aux grévistes qui habitaient trop loin et ne pouvaient se rendre aux cuisines.

Quelques difficultés surgirent les premiers jours, faute de local, mais après la première semaine, les services fonctionnèrent normalement grâce au dévouement des camara-

des et à la bonne discipline des grévistes.

L'hiver très rude dans la région nous obligea à donner du chauffage aux grévistes. Une usine de Valdoie nous consentit une réduction de 120 fr. par 1.000 kgs., ce qui nous permit de distribuer des bons de 25 à 50 kgs aux familles les plus nécessiteuses; 30.000 kgs de charbon furent ainsi répartis.

Le Comité de grève supportait une dépense de 6.000 fr. par jour, non compris les nombreux dons en nature offerts par les commerçants, pâtes, légumes, graisse, etc., ces dons étaient dirigés sur les cuisines pour y être utilisés.

Il faut aussi signaler que la municipalité avait voté des crédits et distribua des secours aux grévistes; pain, lait, soins médicaux, en même temps qu'elle ravitaillait les cuisines de Belfort en viande. Les quantités n'étaient pas suffisantes, le supplément était fourni par le Comité de grève.

Chaque semaine des camarades, hommes et femmes, partaient courageusement malgré une température très rigoureuse, avec des troncs, des cahiers, et des listes de souscriptions, pour quêter dans Belfort et les environs. Ils visitaient même les départements limitrophes: Doubs, Jura, Haute-Saône. L'accueil le plus favorable leur fut réservé parmi les ouvriers et même les paysans qui leur prouvèrent leur sympathie aux grévistes par des dons de pommes de terre, de légumes, qu'un camarade passait prendre livraison avec sa camionnette qu'il avait mise à la disposition du Comité central de grève.

Secours du S. O. I.

Pour compléter son action de solidarité, le S. O. I. expédia de Paris 3 balles de vêtements et de lainage d'enfants, et 2 colis de chaussures et galoches, qui furent bien accueillis parmi les grévistes qui étaient dans un grand dénue-

Puis le S. O. I. organisa 2 séances de cinéma pour les grévistes, avec le film *Shanghai* documentaire sur la Chine, et les *Constructions Russes*, une séance eut lieu à la brasserie Georges pour les grévistes du textile, la deuxième à la salle de l'Eldorado pour les métallurgistes.

Ces deux séances eurent le don de plaire aux grévistes et cela a marqué d'une façon précise le rôle important que le S. O. I. peut apporter dans les luttes ouvrières, tant au point de vue moral que financier.

Une somme de 2.000 fr., montant de collectes faites parmi les sections du S. O. I., fut versée au Comité central de grève.

Pendant 21 jours le S. O. I. s'est occupé des différents services de répartition des secours et lorsque les ouvriers décidèrent de la rentrée aux usines, les distributions continuèrent jusqu'au samedi suivant, jour où les ouvriers purent toucher un peu d'argent sur leurs salaires.

Jeanne BRISACK.

Cinéma du S. O. I.

Notre activité cinématographique a marqué un nouvel essor pendant ce dernier mois. 7 séances furent organisées dans la région parisienne et 8 en province.

Nous avons successivement visité :

Rueil, Franconville, Drancy, Saint-Ouen, Vitry, Arcueil, Bagnolet, Saint-Quentin, Montereau, Tours (2 séances), Vailly-sur-Aisne, Crugny, Fismes, Jonchery-sur-Vesle.

Dans toutes ces séances — sauf une — figurait au programme le beau film social sur la Chine, *Shanghai*, qui partout a obtenu un franc succès de la part des ouvriers révolutionnaires et sympathisants. Signalons que nombreux furent les ouvriers chinois travaillant en France qui tinrent à mar-

quer leur solidarité et leur accord avec leurs compatriotes, en lutte contre les exploiters du prolétariat chinois. Dans nos salles ils ne furent pas les moins enthousiastes et souvent, à la fin de la soirée, ils marquèrent auprès du délégué du S. O. I. leur satisfaction des commentaires faits sur ce film pendant sa projection.

Nous devons épingler dans ce court exposé de notre activité cinématographique les efforts particuliers faits par nos camarades de province pour assurer le succès de nos séances.

La section du S. O. I. de Tours a trouvé à travers ces séances l'occasion de se renforcer et nous a même frayé le chemin pour fonder une section à Saint-Pierre-des-Corps. Plusieurs camarades furent désignés pour s'occuper du S. O. I.

Saint-Quentin et Montereau furent deux succès. A Montereau il n'existait pas de section du S. O. I., il y en a une depuis notre passage et elle manifeste déjà sa ferme intention de travailler en nous demandant de revenir avec un autre programme et en nous promettant un effort encore plus sensible pour la bonne préparation de cette deuxième séance.

La tournée qui englobait Vailly-sur-Aisne, Crugny, Fismes et Jonchery-sur-Vesle a laissé au S. O. I. un bénéfice matériel et moral fort appréciable et très encourageant. C'est qu'en effet pour la première fois nous avons touché des camarades, en majorité paysans, qui marquèrent leur satisfaction de voir le S. O. I. venir jusqu'à eux. Et ce fut pour nous l'occasion de dire une fois de plus, ce qui était fait en Russie en faveur des paysans, et en même temps de protester contre le gouvernement qui a refusé les visas de censure pour les films *La ligne générale* et *le Géant*, films faisant ressortir la nouvelle vie des paysans russes.

Si nous marquons les résultats

positifs obtenus nous devons aussi mentionner nos échecs et en tirer les leçons pour en éviter le retour. Saint-Ouen s'est distingué dans cette catégorie. Les camarades chargés de l'organisation pratique de cette soirée avaient cru bon de ne pas coller toutes les affiches... pour faire l'économie des timbres. Drôle d'économie que celle qui se traduit par une perte! Car c'est en fin de compte par une perte sensible que s'est soldée cette soirée. Saint-Ouen s'est aussi trop fié au succès de séances antérieures et a négligé de faire comme il convenait le travail sérieux de préparation qu'exige toute séance.

Signalons encore qu'au cours de nos tournées les brochures du S.O.I. furent largement diffusées. Plus de 600 de celles-ci sont maintenant entre les mains de camarades désireux de s'éduquer.

Le timbre de l'enfance malheureuse fut également bien accueilli et près de 700 carnets furent vendus pendant les entr'actes. Les acheteurs tinrent par là à protester contre l'interdiction par le gouvernement de la tombola qui devait être lancée au profit de notre colonie infantine au bord de la mer. La haine du gouvernement contre toutes les œuvres de la classe ouvrière fut rigoureusement dénoncée au cours de ces séances et le sera encore dans celles qui suivront.

Notons enfin que sur la demande de nombreux camarades des quêtes furent faites en certains endroits au profit ou des grévistes ou des sinistrés du Midi et rapportèrent plusieurs centaines de francs.

Que les camarades lecteurs de la P. S. envisagent dès maintenant la présentation de nos films dans leurs localités. Tous renseignements utiles concernant l'organisation de ces séances seront envoyés sur simple demande adressée au S. O. I., 114, boulevard de la Villette.

P. SAINT-DIZIER.

La Souscription de classe du S. O. I.

La souscription nationale de l'Union Sacrée étant close, des camarades nous demandent si celle du S. O. I. doit également se terminer.

PAS DU TOUT

L'action de classe du S. O. I. avec le concours des Comités de lutte des sinistrés se poursuit sans relâche et doit même s'intensifier.

Devant les scandales et les lenteurs des répartitions gouvernementales et de celles de l'Union Sacrée, les secours de classe du S. O. I. doivent s'étendre et se multiplier.

Nos distributions sont accueillies par les populations sinistrées avec enthousiasme.

Sans salamalecs officiels, sans cafarderies religieuses, sans hypocrisie bourgeoise, sans l'esprit électoraliste des social-démocrates nos secours sont reçus fraternellement, sans humiliation ni honte de la part des victimes de l'incurie et de la rapacité capitalistes.

Redoublons d'efforts!

Que les Comités de secours continuent à collecter : argent, vivres, vêtements et linge.

Faire parvenir sans retard les résultats des collectes au S. O. I.

Vive la solidarité prolétarienne de lutte de classe.

La Section Française du S. O. I.



Le Directeur-Gérant : DUTILLEUL.

Imp. LA TYPO-LITHO, 41, rue Danicourt, Maïakoff

A TOUS !...

Travailleurs, manuels et intellectuels et tous ceux qui pensent à l'enfance malheureuse.

A tous ceux qui déplorent l'emprise des curés, des institutions bourgeoises, sur les petits prolétaires!



A tous ceux enfin qui comprennent leurs intérêts de classe, en luttant contre la politique sociale bourgeoise, mensongère et hypocrite.

Aidez-nous !... Achetez et diffusez ce timbre au profit des œuvres prolétariennes du S. O. I., placez des billets et demandez des listes de souscription pour les Vacances Populaires Infantines à la mer.

Le Carnet de 10 timbres. . . . 1 fr.

*En vente dans toutes les sections et au S. O. I.,
114, Boulevard de la Villette, PARIS-19^e*

Ce qu'il faut lire :

M. SHERWOOD. — <i>La Vérité sur les Persécutions religieuses en U. R. S. S.</i>	3. »
BOUKHARINE. — <i>Réponse au Pape</i>	0.50
JEAN LECLERC. — <i>Comment la France prépare la guerre contre l'U. R. S. S.</i>	0.50
<i>La Femme libérée et l'édification socialiste</i>	0.50
<i>Qu'est-ce que le Plan quinquennal</i>	0.75
HECKERT. — <i>20 millions de chômeurs</i>	0.50

Pour se documenter sur la Russie :

FRANCIS JOURDAIN. — <i>Les Dents sans couteau</i>	2. »
AUTANT-LARA. — <i>L'art dramatique russe</i>	2.50
FERNANDE PHILERY. — <i>Au Pays des Soviets</i>	2. »
LÉON MOUSSINAC. — <i>Le Cinéma soviétique</i>	12. »
E. DUTILLEUL. — <i>Qu'est-ce que le S. O. I.</i>	1.50
G. SILLON. — <i>Peines et Révoltes (poèmes prolétariens)</i>	6. »

Adresser toutes vos commandes au

S. O. I., 114, Boulevard de la Villette, Paris (19^e)

Chèque postal : 825-55 Paris